

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

SUR LE VAISSEAU EUROPE

VENT FORCE ZERO

de Manlio Contri

Le vaisseau «Europe» est arrêté. Si l'on voulait faire une comparaison et utiliser un terme de marine, emprunté à l'échelle des vents conçue par l'amiral Beaufort, on devrait dire que le vent sur l'Europe est à force zéro. Sur les côtes, la fumée s'élève verticalement des cheminées, les drapeaux pendent inertes du haut des vergues, un calme plat règne sur la mer. Le navire est immobile. Il n'y a absolument pas de vent, élément essentiel pour fendre les flots et poursuivre sa route vers le port de destination. Le vent s'identifie à la volonté des Européens de faire accomplir des pas en avant à leur créature. Mais cette volonté n'existe pas.

Dans un article précédent intitulé «Sur la bonne voie» nous avons cru que la série intense de rencontres au niveau international avec, comme fond, l'Europe, qui s'était déroulée au cours des mois de février et de mars, aurait signifié que quelque chose était en train de bouger en Europe. Mais cette illusion a été de courte durée. Tout est revenu comme avant.

A Bruxelles, les ministres de l'Agriculture n'ont pas encore abouti à un accord sur les prix agricoles. A Luxembourg, la réunion qui devait discuter le problème des contributions britanniques au bilan de la CEE a été renvoyée, semble-t-il, à la suite de l'indisponibilité du ministre britannique des Affaires étrangères retenu à Londres pour le conflit des îles Malouines. A Bruxelles, également, les conclusions du sommet européen ont déçu les attentes de ceux qui s'attendaient à une relance communautaire basée sur des décisions même modestes. On espérait dans ce petit pas en avant, même s'il n'aurait été que symbolique, à l'occasion des vingt-cinq ans des Traités de Rome. Mais rien ne s'est produit. Aucune décision. Uniquement des recommandations et des prises de conscience. Le Conseil de l'Europe a exprimé sa préoccupation devant le taux des investissements productifs de la CEE qui se maintient à un niveau bas. Mais pour vaincre le manque d'investissements, il faut combattre l'inflation, contrôler l'évolution des

coûts de production et réduire les consommations privées. Austérité, en somme. Pour vaincre le chômage des jeunes, les Etats membres chercheront à garantir, dans les cinq prochaines années, à tous les jeunes en quête de travail, l'acquisition d'une formation professionnelle ou d'une première expérience dans le cadre de programmes spéciaux. En politique économique internationale, la CEE a souhaité une baisse des taux d'intérêt américains qui aggravent le chômage. Le communiqué final a même évité de parler du passage à la phase institutionnelle du Système Monétaire Européen. Donc aucune décision, aucun progrès dans quelque secteur que ce soit. Un journal italien a commenté amèrement: «Décisions lâches, objectifs qui s'éloignent dans le temps: l'Europe sort plus immobile que jamais de ce sommet».

Les observateurs ont indiqué le Chancelier allemand Schmidt et le Premier britannique Mme Thatcher comme respon-

sables de cet échec. Le premier se serait opposé au renforcement du SME en adoptant les résistances de la Bundesbank et les craintes de cette dernière d'importer l'inflation des autres pays européens. Mme Thatcher s'est battue contre la politique communautaire des investissements en la liant au problème anglais du bilan.

Les efforts du président du Conseil italien Spadolini et du président de la République française Mitterrand n'ont servi à rien. Spadolini a redouté que le SME ne devienne une des nombreuses oeuvres interrompues de la Communauté. Et il a ajouté «Comme héritiers de De Gasperi et de Sforza, nous autres, Italiens, sommes les presbytes de l'Europe, ceux qui voient plus loin». Et Mitterrand de renchérir «Devons-nous, peut-être, attendre que n'éclate la troisième guerre mondiale pour construire l'Europe?». Après de Gaulle, c'est justement de la France que vient une mise en garde réaliste.

RARES SONT LES ELEMENTS POSITIFS

Les éléments positifs, dans le panorama européen de ces dernières années, ne sont qu'au nombre de deux.

Le premier, la rapidité avec laquelle les Européens ont manifesté leur solidarité à la Grande-Bretagne dans sa controverse avec l'Argentine à propos des îles Malouines. D'aucuns ont parlé d'une décision précipitée. Mais il se pourrait que l'Europe ait bien fait de soutenir son partenaire sans se perdre en subtilités, sans trop approfondir les recherches pour savoir où se trouvait la raison dans un différend aussi complexe, avec l'un des antagonistes qui semble être du côté du droit pour des motifs géographiques et l'autre qui semble l'être pour des raisons de nationalité de la population.

L'Europe a, de toute façon, bien fait de respecter ses obligations de solidarité, ne serait-ce qu'en appliquant la maxime qui, bien que typiquement britannique, convient à tous: «*right or wrong my country*»; et, dans ce cas, «ma patrie, c'est l'Europe».

Il s'agit là d'un type de jugement certainement plus compréhensible que celui qui est utilisé par d'autres pays et même par les partis politiques. Certains ont examiné, en

effet, le brevet de démocratie du gouvernement au pouvoir en Argentine et déclaré: «A Buenos-Aires, il y a un gouvernement totalitaire; il ne peut donc pas revendiquer les îles Malouines». Sans approfondir les motifs de droit. L'Union soviétique a été d'un autre avis, car elle s'est immédiatement rangée aux côtés de la dictature argentine; pour bien d'autres raisons, certainement.

L'autre élément positif, dans le domaine européen, est la naissance de la Fondation Européenne. Son siège se situera à Paris. Elle tire son origine d'une idée du Belge Léo Tindemans, président actuel du Conseil des Ministres de la CEE. Son but principal sera d'encourager une connaissance plus approfondie des problèmes de l'intégration européenne, de favoriser une meilleure compréhension réciproque entre les peuples européens pour qu'ils acquièrent conscience de leur destin commun, d'améliorer, à l'extérieur, l'image de la Communauté.

Il s'agit là, dans un certain sens, d'une initiative louable. Mais on peut se demander également: était-il vraiment utile et

nécessaire de créer une nouvelle institution européenne? N'y en a-t-il pas assez? Un tel morcellement, une telle pulvérisation entre des institutions officielles et non officielles, des mouvements, des partis sont-ils utiles? Ne démontrent-ils pas, plutôt, l'existence de

divisions et de particularismes, même dans le domaine de la propagande et de l'idéologie? Ou ne serait-il pas plus avantageux de disposer de quelques organismes, peu nombreux certes, mais unis et décidés? Nous le verrons.

L'EUROPE, UN IDEAL EN CRISE

De toute façon, la conclusion que l'on tire de la chronique communautaire de ces dernières semaines est que l'Europe traverse une crise. Crise, dans le langage médical, signifie un tournant dans une maladie, dans le sens péjoratif.

L'Europe est à un point mort. «Elle éprouve des difficultés à affronter les véritables problèmes du développement, à résoudre les problèmes monétaires et ceux du chômage; en un mot, elle n'arrive pas à affirmer sa présence et sa force dans le monde et se perd en de nombreuses futilités, dans de nombreuses questions ne présentant guère d'importance». C'est ce que se demandait le journaliste Arrigo Levi au cours d'un programme présenté par la Télévision italienne, le 2 avril dernier, en adressant, à son tour, cette question au ministre italien des Affaires étrangères, Emilio Colombo. Pour ce dernier, on exagère peut-être un peu, mais il est certain que nous nous trouvons à l'un des moments les moins heureux pour l'Europe. «Si nous aimons nous abandonner au pessimisme - ce sont encore les termes du ministre - nous devrions dire que le rêve auquel nous sommes parvenus, au cours de cet après-guerre se présente comme un idéal profondément en crise. Il y a, tout de même, certaines choses qui ont été conclues. Aujourd'hui, cependant, les gouvernements

européens ne marchent plus dans cette direction. Il y a une crise économique internationale, il y a l'inflation, il y a la crise du pétrole. Mais ce qui est le plus préoccupant, c'est que l'Europe ne démontre pas vouloir réagir en renforçant son unité». D'après Colombo, les obstacles les plus importants se trouvent sur le plan de l'intégration économique et, selon et le ministre allemand des Affaires étrangères Genscher, si l'on désire arriver à une relance européenne, il faut redonner un sens, une signification et une certaine importance à l'idéal de fond qui est celui de créer l'Union européenne; ce qui n'est pas exclusivement un fait économique. Si l'on redonne un sens à l'aspect politique de l'initiative, il est probable, alors - selon Colombo - qu'à la lumière de cet idéal les Européens soient en mesure de mieux résoudre les questions de caractère économique. Il faut étendre l'intégration ou la coopération aux secteurs politiques, comme la politique étrangère, comme la politique de la sécurité (qui n'est pas nécessairement la politique de la défense), comme la politique de la culture, en somme tout ce qui devrait être l'objectif d'un Etat. Nous devons chercher à mettre tout ceci ensemble - déclare Colombo - et le reproposer aux gouvernements et aux Européens.

UN «ACTE» DE REFONTE EST NECESSAIRE

Mais il y a surtout une refonte qui devient urgente et qui concerne l'organe principal de l'Europe: le Parlement européen; l'organe qui détient donc directement ses pouvoirs du vote démocratique et de la volonté de millions d'Européens qui - comme nous le disions dans un de nos articles

précédents - se rendirent en toute confiance aux urnes, en 1979 et donnèrent, symboliquement, une goutte de leur sang pour apporter de la vitalité au coeur de l'Europe.

Mais, de par sa constitution, le Parlement européen est asphyxique. Ses compétences sont limitées. Les textes déclarent:

«Dans le cadre des tâches qui lui ont été confiées par les Traités, ainsi qu'à la suite d'ultérieurs accords intergouvernementaux, le Parlement européen exerce: des pouvoirs de contrôle à l'égard de la Commission et du Conseil; des droits de participation au processus législatif de la Commission exécutive; des pouvoirs en matière de bilan. Conformément aux Traités, le Parlement européen dispose de trois instruments de contrôle: in-

terrogations à la Commission (art. 140 du Traité CEE); discussion de la relation générale annuelle (art. 143 du Traité CEE); acquit pour l'exécution du bilan. Le Conseil s'est en outre déclaré disposé à répondre à toutes les interrogations écrites et orales, et à des interrogations sur la coopération des Etats membres en matière de politique étrangère».

COMPETENCES ET POUVOIRS LIMITES

Pour l'investir de compétences et de pouvoirs aussi limités, il n'était certes pas nécessaire de déranger des millions d'électeurs et de leur donner l'illusion de participer à un acte de la plus grande importance, pour les laisser, ensuite, avec la bouche amère.

Françoise Giroud écrivit, dans le «Corriere della Sera», sous le titre «Pourquoi l'Europe demeure une utopie»: «Nous aurions dû faire de l'Assemblée européenne non pas un endroit supplémentaire pour des bavardages inutiles, mais un lieu où l'on prend des décisions. Un véritable Parlement ayant un pouvoir législatif. Nous aurions dû instituer un pouvoir exécutif capable de prendre et d'imposer des mesures concertées ensemble et harmonieuses, dans le domaine du développement, des grands choix industriels et sociaux, de l'emploi... Peut-être la fédération des nations européennes était-elle une utopie... Quand le centre dynamique du monde aura abandonné notre continent pour passer sur les deux rives du Pacifique, celle de la Californie et de l'Asie, il sera trop tard pour renverser le jeu. Dommage! L'Europe n'était pourtant pas une chose à négliger».

Il vaudra la peine de souligner, à ce point, que n'ont pas manqué ceux qui affirmaient que l'Assemblée européenne, justement parce qu'elle est élue au suffrage universel, peut revendiquer des pouvoirs législatifs, comme toute autre assemblée élective. De cette même Assemblée, peut venir l'impulsion à s'attribuer des pouvoirs qui n'avaient pas été reconnus précédemment. Cela ne s'est pas produit jusqu'à présent. Mais l'histoire va de l'avant et il est à souhaiter que les hommes élus par les

populations européennes aient des vues plus larges que ceux qui les ont fait élire.

Mais faut-il s'attendre à une initiative de ce genre? La réponse est affirmative.

Quelque chose est en train de mijoter dans la marmite, même si la flamme est très basse et si seuls les préposés en sont conscients. Nous nous référons aux développements possibles de ce que l'on appelle «l'opération Crocodile», l'initiative dont a parlé le numéro précédent du «Bulletin européen»: une résolution tendant à transformer le Parlement européen en une Constituante, présentée par 180 parlementaires de diverses tendances et qui a recueilli une majorité écrasante dans l'hémicycle du Parlement: 197 oui, 24 non et 12 abstentions. Nous verrons, maintenant, si cette initiative partie d'Altiero Spinelli se révélera vitale. Il s'agit, en substance, de la mise en chantier d'un nouveau Traité, promu par le Parlement, étant donné que l'on ne pouvait pas attendre du Conseil des ministres et des gouvernements des Etats membres de décisions révolutionnaires. Pour le moment, le Parlement a décidé de créer une commission permanente avec, pour tâche, d'élaborer un nouveau Traité. Elle s'appellera «Commission pour les problèmes institutionnels» et sera composée des représentants de tous les groupes.

Il commencera, peut-être, à souffler dans les voiles du «Vaisseau Europe» ce type de vent que l'amiral Beaufort classa «force 4»; quand les feuilles des arbres s'agitent, les drapeaux flottent et les voiles se gonflent, la navigation se poursuit à un rythme soutenu.

28 avril 1982

M. C.

L'UNION ET LE RENOUVEAU DE L'EUROPE

de Erwin Sennhauser
(Membre du Comité exécutif
du Parti Fédéraliste Européen - Zurich)

Dans sa «lettre ouverte» au Parti Fédéraliste Européen (PFE), publiée dans le «Bulletin Européen» de juillet 1981, G.M. Violi a catégoriquement nié, à ce parti, la possibilité de contribuer, d'une manière efficace, à l'unification et à la reconstruction de l'Europe. A ce propos, il a écrit textuellement: «imaginer réaliser l'unité de l'Europe avec la méthode des partis et des élections au suffrage universel... est une idée ridicule avant même que d'être ingénue...».

Mais si l'on se demande pourquoi on n'a pas réussi, jusqu'à présent, à unir politiquement l'Europe - en attendant, évidemment, uniquement la partie qui est libre d'accomplir ce pas - il convient de constater que l'une des causes principales est, incontestablement, l'absence d'une vision commune, claire et convaincante quant à l'aspect futur à donner à notre continent.

L'inconsistance relative des idéologies politiques prédominantes est désolante. Il règne une grande confusion non seulement quant à l'ordre économique et social futur ou quant à la politique étrangère à adopter, mais aussi dans la sphère fondamentale de la culture. Il suffit de penser, par exemple, à l'opposition entre le matérialisme et l'humanisme, entre le progressisme technocratique et l'écologisme, entre la politique de puissance avec les armes nucléaires et les protestations contre elles pour éviter l'anéantissement du genre humain!

Il est donc évident qu'unir l'Europe pour la laisser, dans le fond, tout comme auparavant, en créant une union qui se trouve, elle aussi, dans un état de vassalité idéologique, économique, politique et militaire, en face des deux superpuissances, déchirée, comme maintenant chaque Etat, par les luttes entre les forces des libéraux-capitalistes et les «socialistes», peut-être continuellement en crise avec des dizaines de millions de chômeurs, de pauvres et d'écartés; c'est-à-dire une Europe sans idées propres plus valables pour résoudre, d'une façon sensée, les grands problèmes de notre époque et pour réaliser, par la suite, un monde vraiment meilleur, - il est évident qu'unir l'Europe pour créer un Etat européen de ce genre est un idéal trop «truqué» pour susciter cet engagement général et fort, indispensable pour sa réalisation et son application démocratique. Parce que seuls quelques rares «européistes» sectaires s'imaginent que la simple unification politique des pays du MEC suffirait à faire disparaître, comme par enchantement, leurs innombrables maux que, sous la conduite des partis traditionnels et des gouvernements exprimés par eux, ils traînent derrière eux depuis tant d'années déjà, sans jamais avoir été capables de s'en libérer.

La question «Quelle Europe»? est donc toujours ouverte, et l'unification de notre continent est si étroitement liée à son renouveau qu'il sera extrêmement difficile,

pour ne pas dire impossible, de réaliser une Europe unie sans un fort mouvement innovateur.

Mais pourquoi, alors, le Parti Fédéraliste Européen, avec sa nouvelle doctrine intégrale-fédéraliste et son programme correspondant, qui embrasse tous les secteurs de la vie, ne devrait-il pas être en mesure de contribuer valablement, tant à la clarification nécessaire des idées qu'à la création d'une force politique qui donne plus de poids au mouvement pour l'unification?

Est-ce que sa valeur, tout comme son succès ou son échec, ne dépendent pas de sa doctrine et de son programme?

Dans sa «lettre ouverte», l'ami Violi n'a même pas pris en considération cet aspect du problème et il n'a même pas fourni de preuves pour étayer ses affirmations négatives à l'encontre du PFE.

J'estime donc qu'entre-temps la

réponse la plus valable à ses critiques doit être un exposé concis et cohérent, si possible, des conceptions générales, du programme et de la stratégie du PFE. Un document qui convient dans ce but est la «déclaration politique» suivante, approuvée par le Conseil fédéral du parti lors de sa réunion du 6 mars 1982 à Zurich qui, cependant, synthétise seulement quelques-unes de ses thèses fondamentales.

Ce n'est que sur la base d'une telle connaissance, tout au moins sommaire, des idées et du programme du PFE que pourront être convenablement jugées ses possibilités d'exercer une action profitable pour l'unification et la reconstruction de l'Europe et que pourront, par la suite, être éventuellement affrontées, d'une façon cohérente, quelques-unes des affirmations de l'article en question qui le concernent.

DECLARATION POLITIQUE DU P.F.E.

La voie pour la paix: l'Europe comme troisième force.

Devant la situation internationale actuelle et sa dégradation progressive qui peut provoquer une véritable menace pour la paix mondiale, le Parti Fédéraliste Européen (PFE) rejette catégoriquement la logique de la «*balance of power*», car c'est une source d'équilibre trop précaire et instable pour que l'on puisse réellement la considérer comme une base solide à qui confier, en toute tranquillité, la sécurité et la paix du monde. D'autre part, la continuelle escalade du renforcement militaire (surtout dans le domaine nucléaire) d'une part et, de l'autre, la perpétuelle recherche d'une parité de puissance (parité toujours discutable et toujours aléatoire et, par conséquent, toujours mise en discussion et, donc, source, elle-même, de l'escalade sans fin) sont fatalement et inévitablement le débouché qui ne pouvait pas ne pas porter la politique des deux superpuissances, chargées chacune non seulement d'intérêts nationaux désormais

tellement importants, qu'il est impossible d'ignorer l'atteinte d'une hégémonie mondiale, mais également, sur la base d'idéologies opposées, d'un système social, politique et économique absolument incompatible avec l'autre.

Sur le plan de l'idéologie et du système, qui en est la conséquence, les deux superpuissances représentent l'une le communisme et l'autre le libéral-capitalisme. Ces systèmes sont le produit d'une pensée prédominante à l'époque de leur apparition et ont provoqué la crise mondiale actuelle tout en se révélant, en même temps, incapables de la surmonter. En effet, il est particulièrement évident de constater que, par suite d'une incapacité congénitale d'exprimer leur propre nature, une attitude plus humaine et ne s'inspirant pas seulement à la force, ils ont misérablement échoué devant la tâche la plus importante et fondamentale pour le destin de l'humanité: celle de sauvegarder la paix. Paix qu'ils n'ont pas réussi à sauvegarder, pas même au sein de

leur propre sphère d'influence et de domination.

Sur le plan de l'organisation politique, les deux superpuissances sont les artisans de la conservation de ce que l'on appelle «l'ordre traditionnel» qui, en réalité, est la structure la plus adéquate pour la domination arbitraire des puissants, domination qui se base, à son tour et en dernière analyse, sur la force des armes. L'ordre international traditionnel, comme l'est encore celui qui est toujours en vigueur, n'est, en définitive, rien d'autre qu'un état du droit du plus fort. En effet, les Etats nationaux et souverains actuels (à souveraineté absolue l'un à l'égard de l'autre, mais limitée à l'égard de la superpuissance dont ils dépendent en tant que satellites) constituent les structures qui emprisonnent des milliards d'hommes et les divisent en une myriade d'impuissances à la merci de la superpuissance hégémonisante. Il s'ensuit, inévitablement, que dans cet ordre actuel, que nous pouvons définir «nationaliste», les superpuissances en jeu avec leurs systèmes antagonistes intéressent tous les peuples du monde et polarisent toujours plus toutes les forces pour une confrontation de puissance militaire de dimension mondiale qui menace toute l'humanité.

Dans cette situation apparemment sans issue, les Fédéralistes - en plein accord avec les millions d'Européens qui sont déjà descendus dans les rues pour manifester en faveur de la paix et d'un ordre social plus juste - opposent à la politique impérialiste des superpuissances la «troisième voie» d'un nouvel ordre qui consiste à aller au-delà de «l'ancien régime» des Etats nationaux, irrémédiablement immobilisés dans leur propre impuissance sans perspectives, comme les deux vieux systèmes raidis dans la logique des blocs qui s'affrontent à l'échelle mondiale. C'est l'ordre fédéraliste qui, en concevant l'homme comme sujet (et non plus comme objet) de la dynamique de l'Histoire, combat pour le renouveau de la société et de ses structures politiques et sociales, à travers la création d'une nouvelle démocratie basée sur la subdivision la plus ample du pouvoir et sur la plus vaste participation populaire à tous les niveaux de gestion, finalisant le grand dessein à la valorisation de la dignité de chaque homme. Comme premier pas décisif, il s'impose la réalisation, sans d'ultérieurs retards (qui ne peuvent plus trouver une quelconque justification sur les

plans politique et moral) de l'unité politique de l'Europe (à commencer par celle de l'Occident), avec la réalisation simultanée d'autonomies nouvelles et vastes à tous les niveaux, comme condition indispensable à la coexistence pacifique, respectueuse et profitable des communautés les plus variées. Cette structure indispensable doit être le tableau dans lequel insérer une nouvelle conscience, c'est-à-dire une conscience plus responsable, une volonté d'action qui s'en inspire, une morale différente qui plonge ses racines dans un humanisme universel qui est surtout profond par rapport à chaque individualité (que ce soit un individu, une communauté ou un peuple tout entier) et - en définitive - pour la nature et la vie en général. Ce comportement, qui correspond à la véritable essence du Fédéralisme, est déjà largement répandu et potentiellement reçu dans le coeur de la plupart des personnes, mais il est encore trop faiblement poursuivi par les hommes politiques responsables.

C'est, pratiquement, uniquement pour ce nouvel ordre que les problèmes gigantesques de notre époque peuvent encore être pacifiquement résolus. C'est pour cela qu'il faut que l'Europe - avec sa pensée politique plus mûre, avec la force de son patrimoine humaniste inégalable, inspirée par la volonté fervente de paix et par une attitude authentiquement fédéraliste de solidarité universelle - se constitue et se présente comme «troisième force», modératrice et pacificatrice, dans le contexte mondial. En soutenant la «troisième voie» de son nouvel ordre, le Parti Fédéraliste Européen condamne inévitablement, en même temps, non seulement tous les actes de guerre, toutes les menaces de violence, toutes les visées d'hégémonie, ainsi que toute manoeuvre égoïste selon les logiques de nationalisme et de bloc, mais également l'acceptation passive - et, pire encore, la défense - de tous les ordres, les structures et les systèmes anachroniques qui sont les responsables de la naissance et de la durée dans le temps de la crise globale et totale actuelle et terriblement menaçante. L'Europe doit être réalisée et, si nécessaire même contre les hommes et les forces politiques, intégrés dans le système actuel, qui ont toujours échoué devant cette tâche historique et s'obstinent, encore maintenant, à persévérer dans l'échec. Et c'est une tâche historique dans laquelle on peut continuer à vouloir échouer, parce que

simultanément et comme conséquence s'ouvrir, également, des perspectives totalement nouvelles et inespérées à l'échelle mondiale pour la réalisation d'un avenir meilleur pour l'Humanité toute entière.

le moment est désormais décisif. Ce n'est qu'en y arrivant que, déjà, quelques-uns des problèmes les plus urgents de notre continent pourraient être rapidement et sensément résolus; non seulement: il pourrait

POURQUOI UN PARTI FEDERALISTE EUROPEEN?

Après cette «Déclaration», il faudrait ajouter, comme conclusion, que cette brève synthèse de la doctrine et du programme du PFE démontre déjà que son «européisme» est, sous divers aspects, très différent de celui des autres partis; que cet européisme reprend un puissant courant culturel de l'Europe qui, malgré son énorme importance, n'a jusqu'à présent jamais été mis en pratique ou, tout au moins, n'a été que partiellement appliqué et d'une façon inadéquate, que ce soit la fédéraliste ou l'humaniste, et que son succès comporterait des effets culturels, sociaux et politiques qui vont bien au-delà de la simple union des pays du Marché Commun.

Au fond, la stratégie du PFE ci-dessus expliquée et qui consiste à indiquer une «troisième voie» d'inspiration humaniste et fédéraliste, réalisatrice de la justice sociale et internationale dans la liberté, pourrait non seulement trouver de vastes consensus au sein de la Communauté européenne, et ailleurs, mais est également la seule stratégie politique réaliste pour surmonter l'actuelle opposition des deux systèmes et des blocs prédominants, pour assurer définitivement la paix et résoudre, en même temps et d'une façon sensée, les autres graves problèmes de notre époque. C'est, probablement l'unique stratégie pouvant être appliquée pacifiquement pour surmonter la division de l'Europe en deux blocs, c'est-à-dire pour l'unir dans son ensemble.

Pour des raisons d'espace, il n'est malheureusement pas possible de répondre, dans cet article, aux nombreuses autres questions que l'ami Violi a soulevées dans son intéressant article. Je voudrais seulement parler de sa thèse que les partis politiques doivent être dépassés pour réaliser une véritable démocratie.

Mais comment? Il est certain que dans un ordre de liberté, on ne peut pas les interdire. Et, en les abolissant officiellement, ils renaîtraient, sans aucun doute possible, sous d'autres formes.

Il convient, au contraire, d'élever, grâce à une nouvelle philosophie humaniste «universalisante», le niveau général «idéologique» et moral - pour sa part, le PFE y aspire! - afin que les représentants des partis, en se battant pour des projets ou des intérêts sectoriels déterminés, le fassent en tenant toujours compte du «bien commun». Il convient donc d'affirmer une nouvelle «culture» des relations sociales et internationales, de la paix, du travail, du traitement des minorités, des nécessiteux, etc.

Il faudrait, entre-temps, arriver à une plus grande décentralisation des partis politiques (déjà réalisée dans celui de la Fédération) et créer, comme le demande Violi, «un nouveau système d'organisation sociale», une véritable démocratie de base avec beaucoup d'autres formes représentatives.

Violi, lui-même, cite, à ce propos, divers auteurs fédéralistes. Partant de P.J. Proudhon (1809-1865), les fédéralistes ont amplement discuté ces problèmes et ont élaboré des projets correspondants toujours plus concrets et adaptés aux exigences de notre époque. S'ils ne sont peut-être pas encore entièrement satisfaisants, ils sont certainement plus proches de ce nouvel ordre que Violi cherche à délimiter, de ceux des partis idéologiques actuellement prédominants.

E. S.

N.R. Voir dans notre prochain numéro l'intervention de M. Violi, sous cette même rubrique «Débat Europe».

UNE PRISE DE CONSCIENCE

Le cycle de conférences et de débats «L'esprit Europe» organisé conjointement par la Fondation Européenne Dragan et l'Université Populaire Romaine, a pour but d'approfondir, d'éclairer et de diffuser la connaissance de la formation de la civilisation européenne, son essor et son histoire hors des distorsions - et, parfois, des falsifications - que cette même histoire a subies.

La Fondation et l'Université Populaire Romaine estiment que ce n'est que par une prise de conscience plus large et plus diffuse de ce bien commun que peuvent se renforcer les liens entre les peuples du vieux continent, que l'on peut surmonter les nationalismes et les égoïsmes économiques pour parvenir, à travers la naissance d'un esprit européen, à l'édification de cette unité de l'Europe sans laquelle il ne semble pas possible de réaliser une paix mondiale effective et durable.

L'ESPRIT EUROPE

(Introduction de Pietro Gerbore)

Quand, chez l'homme s'alluma, après la satisfaction immédiate des nécessités matérielles, la lumière de l'intellect et qu'il voulut non seulement dominer l'environnement mais également le comprendre, le premier langage fut la poésie. Avec la poésie, il décrivit la nature, ses oeuvres et ses jours. C'est de la poésie que naquit également la première explication de l'énigme de l'univers et de la vie, c'est-à-dire la philosophie. Le repliement sur le passé, la curiosité des origines et des processus qui avaient conduit l'humanité à l'état présent, vinrent plus tard. L'Histoire est le fruit d'une civilisation plus mûre. L'homme écrit l'Histoire depuis trente siècles. Dans ce long laps de temps, il a voulu obtenir, avec ce moyen, des fins variées, glorifier soi-même et ses origines, ses institutions et ses actions pour faire honte à ses adversaires. Dans le grand tissu de l'Histoire, l'homme a coupé des parements et des vêtements variés, des vêtements pour couvrir ses propres hontes, des costumes d'apparat pour éblouir le monde, des masques pour des triomphes populaires. Depuis les jours d'Hérodote et jusqu'à la fin du XIX^e siècle, c'est-à-dire en trente siècles, il a été écrit de grandes oeuvres historiques que nous lisons, aujourd'hui encore, avec délices et profit. A ceux qui lui reprochaient de ne pas avoir écrit une histoire de l'Empire romain, Mommsen répondait: «Lisez Gibson».

Avec tout ceci, le grand siècle de l'Histoire est le dix-neuvième, quand on a commencé à ouvrir les archives. A la fin de ce siècle, le grand historien Lord Acton pouvait entonner un hymne à la vérité dans l'Histoire. Il croyait qu'elle pouvait être atteinte par les chercheurs: c'était une noble illusion, parce que quelques décennies plus tard, à peine, Benedetto Croce pouvait affirmer, avec raison, que la vérité que le chercheur croyait avoir saisie, comme vérité de l'Histoire n'était que celle que Schopenhauer disait «*eine Vorstellung*», une image, une représentation mentale. Toutefois, la pierre de comparaison de l'Histoire restait l'honnêteté et la bonne foi du chercheur.

La Première Guerre mondiale fut, pour la pauvre Europe, une catastrophe comparable uniquement aux invasions barbares et à l'écroulement de l'Empire Romain. Etoffe des partis de masses avec de nouvelles passions et de nouveaux préjugés, l'homme-masse sortit des tranchées. Une nouvelle arme avait été découverte pendant la dernière guerre; une arme bien plus efficace que l'aviation et l'artillerie: la propagande; elle agissait, en effet, sur les arrières, elle envenimait les esprits et créait des préjugés; elle déchirait l'unité européenne. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, l'Europe existait. L'unité européenne avait été une réalité; elle n'avait pas besoin qu'on lui fasse sa propagande; elle pouvait se passer

d'être défendue, car elle était une réalité omniprésente. Un réseau de parentés s'étendait dans toutes les Cours. Le roi du Danemark et la reine Victoria étaient respectivement le grand-père et la grand-mère de toute l'Europe. Au moindre petit trouble de l'équilibre européen, l'ensemble des puissances se réunissait en une conférence de ministres des Affaires étrangères et d'ambassadeurs, pour soigner et réduire les plaies. La dernière de ces conférences se déroula à Londres, en 1913, juste un an avant la catastrophe. Mais il y avait bien plus; il existait une confrérie d'érudits qui, tels les curés itinérants du Moyen Age, créaient un tissu, une fraternité, un lien spirituel dans le monde de la culture et au sein des différentes Universités. C'était l'époque où l'Anglais Lord Holden disait que l'Allemagne était pour lui «*a spiritual home*»; José Ortega y Gasset, l'Espagnol, parlait avec émotion de Marburg où son esprit s'était aguerri dans la pensée systématique; les grands juristes italiens élèvent des monuments à la mémoire de leurs maîtres. La Première Guerre mondiale lacéra ce tissu. Depuis lors, la falsification de l'Histoire est devenue systématique; elle a été facilitée par le travail de spécialistes qui, en la rendant toujours plus circonstanciée, toujours plus détaillée, empêchait l'homme d'avoir des notions générales exactes et précises. Le lecteur de tous les jours, dont les soirées étaient désormais remplies par la radio et le cinématographe, n'avait plus le calme et le temps de lire des oeuvres monumentales comme «L'Histoire Universelle» de Cesare Cantù.

Un sondage statistique réalisé avec des critères sérieux et honnêtes démontrerait qu'aujourd'hui, parmi ceux qui ont un diplôme universitaire, règnent les idées les plus fausses sur les événements qui se sont déroulés en Europe après 1780.

Le cycle de publications et de conférences organisé par la Fondation Européenne Dragan et l'Université Populaire Romaine naît d'une protestation contre ces falsifications; c'est un effort pour rétablir la juste perspective et la vérité dans le processus historique dans lequel nous voyons, maintenant, les derniers résultats. Il y a, également, une autre intention: celle de venir au-devant du besoin de l'homme de la rue, qui n'a ni le temps, ni les possibilités matérielles de s'adonner à des lectures spécialisées et approfondies. Ces conférences confiées à des hommes compétents et consciencieux et honnêtes et dont la forme sera la plus brève et la plus concise possible, chercheront donc à distiller ce qui apparaît comme la vérité du processus historique.

Ceci dans l'espoir et le ferme propos de surmonter les préjugés, de combler les abîmes qui se sont ouverts au sein des nations européennes et de recréer cette grande personnalité culturelle et historique qu'était l'Europe.

L'écrivain illustre et érudit, le Pr Ettore Paratore, commencera par narrer comment est naît cette personnalité.

Rome, le 15 avril 1982

«L'ESPRIT EUROPE» Programme

1982	15 avril 6 mai 27 mai 10 juin automne	La naissance de l'Europe Les civilisations pré-chrétiennes Le christianisme en Europe Les Arabes et la civilisation européenne L'Europe à la découverte du monde La crise du christianisme La tragédie de l'Europe (1 ^o partie - Les personnages)
1983	hiver	La tragédie de l'Europe (2 ^o partie - Naissances des blocs) L'Europe à un tournant L'Europe et l'Asie La Russie en Europe Les défenseurs des frontières orientales (Pologne et Roumanie)

La femme: protagoniste en Europe

Le 25 mars, à l'occasion des vingt-cinq ans de la signature des Traités de Rome, la Fondation Européenne Dragan a consacré un débat au thème «La femme: protagoniste en Europe». Le célèbre journaliste, ex-parlementaire européen, Gustavo Selva, a dirigé cette rencontre.

Roberto Cestelli, dont nous publions ci-après l'intéressante «Enquête sur la femme européenne», Beatrice Rangoni Machiavelli, vice-présidente du Conseil italien du Mouvement européen, et Sofia Lanza Spagnoletti, présidente du Comité des Femmes italiennes ont exposé leurs relations sur cette question.

Cet intéressant débat a mis en évidence que la femme européenne, même hors des pays de la CEE, s'est insérée, d'une façon stable et concrète, dans le marché du travail où elle est présente avec plus de 38 millions d'unités opérationnelles.

En Italie, et dans la Communauté européenne en général, les femmes ont obtenu, non sans difficulté, une égalité des droits qui, à l'état actuel, est cependant plus apparente que réelle et les revendications féminines trouvent encore de nombreuses résistances dans divers domaines.

Il est apparu évident, en effet, que la femme a réellement joué, en Europe, un rôle de «protagoniste» et son entrée massive dans le domaine opérationnel constitue un des motifs de la lancée de la société vers la consommation et, naturellement, vers l'accroissement du chômage.

Mais la société européenne est encore trop constituée à «l'échelle de l'homme». Si donc la femme doit y assumer le rôle qui lui revient, la société européenne devra subir, au cours des prochaines décennies, de profonds changements, non seulement dans sa mentalité, mais aussi dans ses coutumes.

ENQUETE SUR LA FEMME EUROPEENNE

de Roberto Cestelli

Il a été possible de tracer, lors d'une enquête commencée au cours de «L'Année de la Femme» et récemment terminée, le profil de la femme européenne travailleuse moyenne et en préciser ses caractéristiques, ses goûts et ses aspirations.

Conduite sur des échantillons des différents pays européens, cette enquête a mis en évidence la nécessité de procéder à une distinction entre la travailleuse-type de l'Europe de l'Ouest et celle de l'Europe de l'Est, à l'exclusion de l'U.r.s.s., étant donné que l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques est composée, dans la proportion de plus des deux tiers, de populations non européennes.

Des deux groupes, il a été jugé opportun d'extraire le sous-groupe de ce que l'on appelle les «personnes de succès», c'est-à-dire, dans notre cas, les travailleuses qui se sont consacrées, avec un résultat positif, à des activités professionnelles et artistiques ou qui ont atteint, dans le cadre d'un travail salarié ou en politique, d'importantes positions de responsabilité.

Pour déterminer le type moyen de la femme européenne travailleuse, l'enquête a été conduite sur des femmes âgées de 20 à 50 ans, exerçant n'importe quel type d'activité, à l'exclusion de celle de ménagère, et habitant dans des centres urbains non inférieurs à des chefs-lieux de province et, par conséquent, en excluant les femmes exerçant une activité typiquement agricole.

Par contre, pour déterminer le type moyen européen de la femme de succès, la tranche d'âge a été déplacée entre 30 et 60 ans, parce que cette période de vie correspond mieux à l'éventuelle insertion dans les positions plus élevées d'une carrière ou, tout au moins, à l'affirmation dans l'activité exercée.

LA FEMME EN EUROPE

Les femmes représentent 51,30 pour cent de la population, si l'on exclut l'U.r.s.s. Bien que le taux de natalité soit légèrement supérieur chez les hommes, les femmes démontrent être plus résistantes et vivent plus longtemps.

Désormais, leur vie moyenne est de 70 ans contre 67,2 chez les hommes; mais ce record de longévité est toujours plus grignoté même si, dans son ensemble, la durée moyenne de vie chez l'individu se prolonge toujours plus.

Pour atteindre une parité complète, la femme est en train de renoncer à quelques années de vie, probablement à cause de l'usage toujours plus élevé du tabac.

Sur cent femmes européennes, 25 pour cent ont un âge inférieur à 20 ans, 58 pour cent se situent entre 20 et 50 ans et 17 pour cent dépassent les 50 ans.

Comme il était facile de le prévoir, étant donné l'extraction territoriale de l'échantillon choisi, dans cet échantillon l'analphabétisme est pratiquement inexistant au sens littéral du terme; mais pour des raisons évidentes, cette donnée ne peut pas être considérée comme absolue.

LA FEMME TRAVAILLEUSE EN EUROPE OCCIDENTALE

Parmi les femmes âgées de 20 à 50 ans et résidant dans l'échantillon de territoire urbain choisi pour l'enquête, 43 pour cent se consacrent, en Europe, à une activité retribuée, 9 pour cent déclarent être dans l'attente d'un emploi ou, tout au moins, d'être partiellement occupées, 4 pour cent sont en train de compléter leurs études ou suivent des cours de perfectionnement professionnel, tandis que les 44 pour cent restantes déclarent se consacrer entièrement à la famille et à l'éducation des enfants.

La travailleuse-type de l'Europe occidentale a 29 ans et possède, dans la proportion de 38 pour cent, une conscience politique, mais n'est politisée que dans un pourcentage très faible; en effet, 2 pour cent à peine exercent une vie politique ou syndicale active ou, tout au moins, deviennent actives pendant les périodes électorales.

23 pour cent des travailleuses-types possèdent un permis de conduire; mais 9 pour cent seulement ont leur propre voiture, tandis que 72 pour cent en ont une au moins dans leur famille.

De cet échantillon, 68 pour cent sont mariées et 42 pour cent ont un enfant au moins. 4 pour cent ont suivi des cours d'études supérieures, tandis que 12 pour cent ont terminé leur études secondaires ou, tout au moins, obtenu une qualification professionnelle.

Le gain annuel de la femme travailleuse-type de l'Europe occidentale est, à la valeur de l'année 1981, d'environ 48 000 francs français, au brut des retenues pour charges sociales et impôts, pour un emploi à temps plein.

Si elle n'est pas mariée, sa première aspiration ou, tout au moins, la plus courante, est de pouvoir disposer de son propre logement pour s'éloigner de la famille d'origine et profiter totalement de son indépendance.

Quatre travailleuses-types sur cinq estiment encore que le mariage est indispensable ou, tout au moins, utile pour la bonne réussite d'une union; elles se montrent plus conservatrices que leurs plus jeunes soeurs qui estiment, dès l'âge de 20 ans, que le mariage est une institu-

tion utile ou opportune dans la faible proportion de deux sur cinq interrogées.

69 pour cent des travailleuses urbaines sont favorables au divorce, 2 pour cent déclarent ne pas vouloir d'enfants et 73 pour cent n'en veulent qu'un ou deux au maximum.

Le pourcentage des femmes divorcées ou séparées est de peu supérieur à 1 pour cent de l'échantillon des femmes travailleuses âgées de 29 ans; mais ce pourcentage monte à 3,5 pour cent pour les femmes de 35 ans.

En Europe occidentale, dans son ensemble, une femme sur 400 est une mère célibataire, soit 0,25 pour cent seulement. Mais ce pourcentage se multiplie par quatre pour les femmes travailleuses de trente ans et qui habitent dans un centre urbain.

Cette différence considérable est due au fait que les mères célibataires ont tendance à émigrer vers la ville où elles trouvent de meilleures conditions pour affronter leur double condition de mère et de travailleuse; en outre, elles trouvent dans les grands centres urbains un climat moins encombré par les préjugés.

Comme nous l'avons déjà dit précédemment, parmi les plus jeunes femmes travailleuses de l'Ouest européen, on ne rencontre qu'un faible désir de se marier tôt. Le mariage leur semble une sorte de limitation de la liberté et l'on rencontre généralement une tendance à considérer l'âge de 27 ans comme étant, pour une femme, l'âge convenant le mieux pour se marier.

En réalité, il s'est terminé, depuis peu, une période de mariages entre très jeunes, spécialement parmi les étudiants, avec des résultats souvent négatifs.

LES FEMMES DE SUCCÈS DE L'EUROPE OCCIDENTALE

L'enquête sur les «femmes de succès» a été effectuée sur des échantillons de femmes exerçant une profession libérale, une activité artistique, qui recouvrent des charges directives ou dirigeantes auprès d'organismes publics ou privés ou qui, de toute façon, participent d'une façon permanente à la vie politique du pays.

Le résultat de l'enquête a démontré que les femmes en Europe occidentale représentent, cependant, un peu moins de 10 pour cent des «personnes de succès».

Dans quelques secteurs artistiques, seulement (chant, danse, cinéma, théâtre) les deux sexes émergent d'une façon pratiquement égale et encore la femme réussit assez bien à défendre sa position dans quelques spécialités particulières comme créatrice de mode, écrivain et journaliste. Mais déjà la peinture, la musique et la sculpture offrent à la femme bien moins d'espace.

Dans les professions libérales, la pointe maximale de participation féminine se rencontre en architecture et la plus faible en médecine.

Dans la haute direction d'entreprise, la prédominance de l'homme est encore nette et la présence féminine, dans ce secteur, peut être considérée dès maintenant uniquement comme une infiltration. Le secteur bancaire et celui de la finance n'admettent généralement pas, dans leurs sphères, cette présence limitée et il semble que leurs seuils soient tabous pour les femmes.

Dans la bureaucratie publique et dans la dirigeance privée, la femme ne parvient à s'affirmer, généralement, qu'à des niveaux moyens, même s'il a été relevé des cas de femmes parvenues à de hautes charges, mais pas à de très hautes.

En politique, la participation féminine aux représentations parlementaires est encore modeste et inférieure à 10 pour cent, même si l'on remarque, dans les partis occidentaux, une tendance toujours plus grande à faire de l'espace aux femmes dans les charges parlementaires et gouvernementales; mais ces mêmes forces politiques semblent oublier, dans l'attribution des charges de sous-gouvernement, l'existence des femmes ou bien les jugent injustement incapables de conduire une entreprise publique ou un organisme d'Etat.

Et il ne semble pas qu'elles aient encore avancé des revendications contre cette vexation masculine.

En Europe occidentale, la femme travailleuse atteint le succès en général après 35 ans; mais la femme de succès type, dans cette partie de l'Europe, a 45 ans et son caractère est indépendant et très efficace. Elle conserve bien sa ligne et s'habille élégamment; mais du point

de vue physique, elle n'est cependant pas très attrayante.

Elle conduit bien sa voiture qu'elle possède pour son usage personnel.

Elle apporte son efficacité, également, chez elle même si, en vérité, elle ne peut pas être jugée comme une bonne maîtresse de maison.

Elle est diplômée ou possède une licence et connaît bien au moins une langue étrangère; elle est habituée à voyager et est autosuffisante même à l'étranger.

Son gain moyen annuel peut être estimé à 150 000 francs français, mais peut être nettement supérieur, si son activité s'exerce dans une des professions ci-dessous énumérées dans l'ordre d'intérêt économique croissant:

Décoratrice, dessinatrice
Architecte
Journaliste
Ecrivain
Avocat
Notaire
Médecin
Chef d'industrie ou commerçante
Actrice renommée
Chanteuse de succès

En Europe occidentale, la plupart des femmes de succès proviennent de familles de classe sociale moyenne, caractérisée par une ouverture et par une habitude culturelle d'un certain niveau.

Chanteuses, actrices et commerçantes proviennent, par contre, dans la majorité de la province, toujours d'une famille de classe sociale moyenne, mais aux habitudes culturelles plus basses.

Les femmes de succès sont souvent célibataires, divorcées ou séparées, ce qui tend à prouver que le succès dans le travail ne coïncide pas toujours avec celui du sentiment. Elles s'insèrent dans le travail en s'affrontant directement avec leurs concurrents masculins et conservent leur position avec une efficacité et un rendement souvent supérieurs à ceux des hommes de même degré ou niveau.

Malgré les luttes qu'elles ont dû soutenir, il ne semble pas qu'elle soient disposées, en général, à jouer le rôle d'avant-garde dans le groupe des progressistes. «Que chacune conduise sa bataille» semble être leur mot d'ordre et, dans une large mesure, elles sont plus compréhensives et plus disposées à traiter avec les hommes qu'avec les autres femmes.

LA FEMME TRAVAILLEUSE EN EUROPE ORIENTALE

En Europe orientale (à l'exclusion de l'U.r.s.s.), parmi les femmes âgées de 20 à 50 ans résidant dans les villes chefs-lieux de province (ou équivalentes), 75 pour cent ont un travail à temps plein, 6 pour cent déclarent être dans l'attente d'un travail ou ont un travail partiel et 15 pour cent seulement sont représentés par les femmes dont la situation économique familiale leur permet de se consacrer à la maison et aux enfants.

Cette dernière catégorie est généralement constituée par des femmes qui approchent de la quarantaine et, si elles sont plus jeunes, ce sont des filles ou des femmes de bureaucrates haut placés ou de personnages influents de la politique.

Dans la société socialiste, personne ne déclare être en chômage et celles qui ne travaillent pas affirment attendre un emploi adéquat ou jugé acceptable pour sa position géographique, compte tenu du lieu où se trouve l'habitation de la famille.

Dans cette région de l'Europe, la femme travailleuse-type a 32 ans; elle n'a pas de conscience politique ou, tout au moins, elle ne démontre pas en avoir, étant donné qu'aucune des personnes interviewées n'a voulu répondre à des questions bien précises sur un tel sujet.

De même, il ne ressort pas qu'elle se pose de problèmes d'émancipation féminine; ce n'est que dans les tranches des interviewées plus jeunes que l'on rencontre des traces de con-

testation vis-à-vis de l'autre sexe.

Les travailleuses de l'Europe orientale âgées de 32 ans sont mariées dans la proportion de 85 pour cent; 12 pour cent d'entre elles en sont à leur second mariage; les 15 pour cent restantes sont célibataires, séparées ou veuves.

Toujours au même âge, la travailleuse de l'Est européen a, dans 75 pour cent des cas, un ou plusieurs enfants.

3 pour cent seulement sont en possession de leur permis de conduire; moins d'un pour cent en possède une personnellement et 4 pour cent à peine en ont une en famille.

4 pour cent ont terminé leurs études supérieures et 9 pour cent ont une qualification professionnelle; mais la moitié environ des diplômées exerce un travail qui ne correspond pas au titre d'étude dont elles sont en possession et, quelquefois, elles font un travail manuel.

Le gain moyen de cette travailleuse-type peut être approximativement estimé à 10 000 francs français par an pour un emploi à temps plein; il est de 20 à 30 pour cent inférieur à celui d'un homme du même âge effectuant le même type de travail ou ayant une activité similaire.

Il n'est pas possible d'établir un rapport effectif entre les gains d'une travailleuse de l'Est et ceux d'une travailleuse de l'Ouest européen, étant donné qu'il existe, entre le change officiel, le change «touristique» et le change au marché noir, une différence qui va du simple au double et parfois même au triple.

Compte tenu, également, du pouvoir d'achat, il est difficile d'établir une comparaison étant donné la différence entre les qualités des marchandises disponibles sur les marchés de consommation des deux régions et sur les habitudes de ces consommateurs.

Pour donner, cependant, une idée de ce rapport, il a été choisi et confronté quelques éléments constituant le coût de la vie.

LA FEMME TRAVAILLEUSE PEUT

	En Europe orientale	En Europe occidentale
a) Location d'un appartement	louer un appartement de deux pièces du type ultrapopulaire (maison de l'Etat) avec 15 pour cent de son salaire mensuel.	louer un appartement du type populaire (HLM) avec 10 pour cent de son salaire ou un de type moyen (privé) avec 30 pour cent.
b) Viande de boeuf de deuxième choix	En acheter 60 kg avec son salaire mensuel.	En acheter 100 kg avec son salaire mensuel.
c) Vêtement d'hiver pour homme	Confection standard coûte 80 pour cent du salaire mensuel.	Confection de bonne qualité; coût 30 pour cent du salaire mensuel.
d) Chaussures de cuir	En acheter 4 paires (de qualité médiocre) avec le salaire d'un mois.	En acheter 10 paires de bonne qualité avec le salaire d'un mois.

La principale aspiration de la travailleuse-type de l'Europe orientale est l'achat d'un appartement, seul type de propriété admis dans la société socialiste.

L'appartement standard, construit par l'Etat, a une superficie de 60 m² et se compose de deux pièces plus les services; ses finitions seraient jugées, en Occident, d'un type des plus économiques. Son coût à l'achat correspond à douze ans de salaire de la femme-type que nous avons prise en considération. Toutefois, il lui est possible d'obtenir un prêt à long terme et à un intérêt modeste pour la valeur de 70 pour cent de son prix.

Cette situation amène le sujet à accélérer son mariage qui se situe généralement, pour

les femmes aux alentours de 22 ans en moyenne; ceci pour avoir un partenaire qui permette d'affronter le problème financier, et il faut de huit à dix ans d'économies pour accumuler le pourcentage payable au comptant pour l'achat de l'appartement.

La tendance des Etats de l'Est est d'augmenter les prix des immeubles pour freiner la demande.

Comme on le voit, les systèmes, quels qu'ils soient, sont impuissants à résoudre ce problème du logement.

LA FEMME DE SUCCES EN EUROPE ORIENTALE

Dans une société apparemment nivelée comme celle qui semble exister dans les pays socialistes, les possibilités offertes à l'individu pour émerger sont considérablement limitées et, de toute façon, restreintes au secteur de la bureaucratie (où les charges élevées sont presque toujours l'apanage des activistes de la politique) et, dans une mesure bien moindre, au secteur de la science pure et appliquée.

En réalité, tous sont des fonctionnaires; il manque donc totalement toutes les activités libres, entrepreneuriales et commerciales.

Même aux niveaux les plus bas, l'homme et la femme ne sont pas mis sur le même plan dans la société socialiste. Sur le plan des dirigeants, cette société est impudemment masculiniste et même exclusiviste aux niveaux les plus élevés de tous les secteurs.

Il est donc extrêmement difficile de tracer un profil de la femme de succès de l'Europe de l'Est.

Dans de nombreux cas, les femmes qui sont parvenues à des positions bureaucratiques élevées sont parentes de hauts dirigeants du parti. Leur position n'est donc pas due à leur mérite; c'est la raison pour laquelle il a été jugé opportun d'exclure cette catégorie de notre enquête.

Par contre, il est apparu très intéressant d'inclure la catégorie des femmes de science, de la recherche et de la médecine parmi lesquelles bon nombre sont d'une valeur indiscutable et peuvent, incontestablement, être considérées comme des femmes de succès même si, hors du milieu politique, le succès reçoit généralement une reconnaissance matérielle assez limitée.

En outre, on peut estimer également comme étant des femmes de succès quelques actrices, quelques artistes de la télévision et des danseuses. Les femmes peintres, écrivains et journalistes renommées sont extrêmement rares. L'intelligentsia socialiste apparaît nettement masculiniste.

Pour définir la question, notre recherche a dont été centrée sur la catégorie des femmes scientifiques dans les différentes branches; il en est ressorti un type de femme de succès aux caractéristiques suivantes:

- Age moyen 47 ans, diplômée et d'une culture excellente, même humaniste. Elle connaît deux langues, outre la sienne.

- Elle s'est rendue, quelquefois, à l'étranger et conserve des amitiés et d'excellents souvenirs de ses contacts avec la société occidentale.

- Elle n'est pas politisée et parle librement et sans crainte.

- Elle provient, généralement, d'une famille appartenant à la classe bourgeoise et est fille d'intellectuels.

- Elle est mariée (parfois veuve) et a un ou, au maximum, deux enfants.

- Son mari est un intellectuel et souvent son collègue.

- Elle conserve toute sa féminité et, bien que n'étant pas une féministe, contrairement à sa collègue occidentale, elle a de la patience et de la compréhension envers les autres représentants de son sexe.

- C'est une excellente travailleuse, mais dont l'aspect est un peu fatigué; elle s'habille correctement, mais on ne peut pas dire qu'elle soit élégante, même si elle déclare effectuer quelques achats de vêtements au cours de ses voyages en Occident.

- Ses gains sont de trois à cinq fois supérieurs à ceux de la travailleuse-type et peuvent être estimés à 40 000 francs français par an.

Dans 80 pour cent des cas, elle sait conduire une voiture et dans 50 pour cent des cas

elle en possède une en famille.

Sa famille possède, en outre, un appartement de trois et même de quatre pièces et il semble qu'elle peut jouir, également, d'une façon qu'il n'a pas été possible de contrôler, d'une petite maison de campagne ou dans un lieu de villégiature.

Elle oriente ses enfants vers sa propre carrière en utilisant son nom pour leur faciliter la vie. Normalement, elle y arrive et c'est le seul reproche que l'on peut formuler à son égard, même s'il est humainement compréhensible.

Elle s'estime heureuse, tout au moins «dans les limites permises dans ce pays», comme l'a déclaré l'une d'entre elles au cours de l'interview.

R. C.

THE DANGER OF UNILATERAL DISARMAMENT

The role of theatre nuclear Weapons

by Air Vice-Marshal Stewart Menaul

Well before the negotiations on theatre nuclear force reductions began on 30 November 1981 in Geneva, doubts were being cast on the wisdom and even the effectiveness of the proposed modernisation programme for Nato's long-range theatre nuclear forces (LRTNF).

The debate in the West on the utility of theatre nuclear forces and the activities of unilateral nuclear disarmers have served to undermine Nato's power to resist Soviet expansionism, or curb the repressive measures being applied to the unfortunate peoples of Eastern Europe by Communist regimes directed from Moscow. Left-wing politicians, the Campaign for Nuclear Disarmament (CND) and other «peace» movements are responsible for the weakness of the negotiating position which Mr. Paul Nitze, the head of the United States team in Geneva, has to contend with in trying to bargain theatre nuclear weapons which do not exist in the Nato armoury with Soviet negotiators who are backed by thousands of actual theatre nuclear weapons, including SS-20 ballistic missiles and Backfire bombers, capable of attacking almost every major industrial and military target in Western Europe. The Soviet programme was launched in the 1970s during the Salt II negotiations which produced the disastrous treaty of 1979, which the United States Senate rightly refused to ratify. The Soviet Union had already violated some of the terms of the Salt I

and ABM treaties of 1972 and the result has been the serious imbalance in nuclear forces which exists today.

Unlike the Nato alliance, the monolithic Soviet/Warsaw Pact organisation has no difficulty in implementing the military doctrines and strategies approved by the Politburo in Moscow in pursuance of political aims. There are no Parliamentary or Senate committees to scrutinize decisions taken by the all-powerful policy-making body and no protest marches by pressure groups. In Nato countries, there are those who do not support the unilateral nuclear disarmers yet insist that nuclear weapons must be solely for the purpose of deterrence. They do not address the logical question of what happens if deterrence fails. Real deterrence can only be successful if, like the Soviet Union, Nato has theatre nuclear weapons and a doctrine and strategy for using them in the event of war in Europe. This and other pertinent questions are admirably dealt with in a new book published by the prestigious Institute for Foreign Policy Analysis in the United States. *Nato's Theatre Nuclear Force Modernization Programme*. By Jeffrey Record. Institute for Foreign Policy Analysis. Central Plaza Bldg., 675 Massachusetts Ave. Cambridge, Mass. 02139, Usa.

Limited nuclear war is possible. No military strategist worthy of the name could ignore such a

possibility. To discount it is to weaken further the credibility of deterrence to war of any kind; to reduce Nato's capacity to resist a Warsaw Pact attack in Europe and to encourage the Soviet Union to pursue her expansionist policy more vigorously and with even greater success than she has achieved during the last decade. The Soviets now enjoy superiority in strategic, theatre and battlefield nuclear weapons, conventional and chemical warfare forces. The purpose of the Nato theatre nuclear force modernisation programme is to correct the serious imbalance that has developed in an era of detente and concessions by the United States in the SALT negotiations. As Mr. Jeffrey Record points out, it was the Europeans led by Chancellor Helmut Schmidt of West Germany who pressed for the theatre nuclear modernisation programme and approved the introduction of 572 ground-launched cruise missiles and Pershing 2

ballistic missiles in the Nato armoury, in a belated attempt to achieve some semblance of parity in the theatre nuclear equation. Having agreed to the programme in 1979, some European countries, notably Holland and Belgium, have allowed unilateralist pressure groups to influence their governments' defence policies against the better judgement of those who understand the threat to European security and world peace.

In his excellent study, Mr. Jeffrey Record lists the serious imbalance in theatre nuclear forces between Nato and the Warsaw Pact and points out that even if and when the modernisation programme is completed, which will be an acid test of European political will, the Soviets will still have superiority in both theatre and battlefield nuclear capability. Nato's 572 cruise missiles and Pershing 2 ballistic missiles are not due to begin deployment until 1983.

NATO'S THEATRE NUCLEAR FORCES

There is often confusion over what constitutes theatre nuclear forces. Among several definitions based on different criteria, the most satisfactory is one based on range of the delivery systems. Long-range systems are those with ranges of 1,500 kilometers or more, mid-range systems up to 1,500 kilometers, and battlefield systems designed to provide support for ground forces at ranges up to 150 kilometers. Currently, Nato has no long-range theatre nuclear missiles capable of attacking targets in the Soviet Union to offset the SS-20, SS-4 and SS-5 missiles deployed by the Soviets and targeted on European targets in all Nato countries, including the British Isles and Iceland.

With the phase-out of Britain's Vulcan bombers, the only bombers based in Europe capable of reaching targets in the Soviet Union are the 156 F-111E/F aircraft of the United States Air Force. The mid-range delivery systems consist of the Pershing 1A ballistic missiles and a variety of aircraft with ranges varying from 900 kilometers for the carrier-based A-7E to 1,240 kilometers for the obsolescent F-104. The battlefield weapons, which account for a large proportion of the 6,000 warheads in the Nato stockpile, consist of Lance and Honest John missiles with ranges of 120 and 38 kilometers respectively; 155mm and 203mm howitzers with ranges of about 20 kilometers. There are some atomic demolition munitions (ADM) and Nike-Hercules SAMs. The most serious deficiency is in long-range theatre nuclear

systems capable of attacking targets in the Western military districts of the Soviet Union and in some Pact countries. This gives the Soviet Union a special advantage in mobilising reserve forces for second echelon deployment safe from attack by nuclear weapons.

Nato's theatre and battlefield nuclear weapons have not kept pace with developments in delivery systems, they are inferior in number and variety to the Soviet forces and Nato does not have a well defined doctrine and strategy for fighting a nuclear war in Europe - the Soviet Union has. As Mr. Jeffrey Record points out, the conviction held by some politicians, academics and retired senior officers that nuclear war in Europe is «unthinkable» has impeded development not only of a coherent war-fighting doctrine which would enhance deterrence, but the deployment of conventional forces capable of surviving such a war.

Two-thirds of Nato's theatre nuclear warheads are tied to delivery systems with ranges of less than 100 miles, so that resort to nuclear defence under the flexible response strategy would mean that most of the initial nuclear strikes against advancing enemy columns would be confined to Nato territory. Yet the enhanced radiation warhead, whose great virtue is that its use would produce less than one tenth of the blast damage that existing warheads would cause, has been rejected for deployment in Europe by governments which have been influenced by ill-

informed, emotional pressure groups who either do not appreciate the seriousness of the threat or chose to ignore it for reasons that must be suspect. Fortunately the Reagan Administration has reversed a decision by the previous regime and the enhanced radiations warhead is being produced and stockpiled in the United States.

Even when the 572 cruise and ballistic missiles are fully deployed in Europe, the long-range capability will still not match that of the Soviet Union which continues to increase in the absence of agreement on theatre nuclear force reductions. SS-20s and Backfire bombers represent a quantum jump in Soviet long-range theatre nuclear systems and between them provide some 720 warheads targeted on Europe. They are supported by the older SS-4 and SS-5 missiles and by Badger and Blinder aircraft totalling some 845 launch systems and 1,690 warheads. By contrast, Nato has 416 launch systems providing 509 warheads (all launch systems are medium-range aircraft - no missiles).

In mid-range systems, the Soviet superiority is no less impressive. During the 1970s, they introduced at least five new types of high performance aircraft all nuclear capable (SU-17, SU-20, MiG-21, MiG-23 and SU-19/24). They deployed

the SS-22 ballistic missile with improved accuracy over the SS-12 Scaleboard and have begun to deploy the highly accurate, mobile SS-X-23 as a supplement to, and eventual replacement of, the obsolete Scud-B. The Pact now has about 3,075 mid-range launchers against Nato's 1,126. Since most of the launchers are aircraft with varying load-carrying capability it is not possible to give accurate assessments of the number of warheads which each side could deliver, but there is no doubt that the advantage would be with the Warsaw Pact forces.

In battlefield nuclear weapons, Nato has temporary superiority in numbers of delivery systems. The Pact has Frog and SS-21 missiles and nuclear capable artillery. Nato deploys Lance and Honest John and has a much higher proportion of nuclear capable artillery though the Soviet forces are catching up. The major difference between the two alliances is that the Pact forces have a doctrine and strategy for using their nuclear weapons, and have expressed a willingness and readiness to use them, to achieve decisive results on the battlefield. Nato regards her nuclear capability as primarily for deterrence and for use only as a last resort when conventional defence has failed.

NATO NEEDS A CREDIBLE THEATRE NUCLEAR FORCE

The totally irrational attitude that «nuclear war is unthinkable» has much to do with deficiencies that exist today in the Nato military arsenal, the lack of coherent nuclear doctrine and the grave disadvantage that Mr. Paul Nitze labours under in the current TNF reductions negotiations in Geneva. Even the Polish crisis and the Soviet involvement in it has failed to persuade the Dutch and Belgium governments to give the theatre nuclear modernisation programme their total support.

The proposed theatre nuclear force modernisation programme consisting of some 572 Pershing 2 and cruise missiles, though vital to Nato's defence posture and the credibility of deterrence, will only partially solve the deficiencies in Nato nuclear capability. The missiles will not be available until 1983 and will represent an inadequate response to the Soviet military build-up in theatre nuclear forces. What is needed is a more powerful, more survivable and more effective force, including enhanced radiation warheads, coupled with a combined and credible arms doctrine for nuclear and conventional forces which

will maintain and enhance deterrence. If deterrence should fail, Nato must have available forces capable of halting and defeating a Warsaw Pact assault on Europe at any level.

Mr. Jeffrey Record sums it up in his study of the modernisation programme as follows:

«The ultimate goal of a comprehensive theatre force modernisation should be to endow Nato with a capability to defeat the principle military threat facing the alliance; a massive, combined nuclear/conventional Soviet blitzkrieg aimed at rapidly dislocating and overwhelming Nato's defences before they can be fully mobilised and properly arrayed».

The governments of Western European Nato countries must accept responsibility for the defence of the entire region and demonstrate the political will to provide the means to do so. They must take more positive action to counter the defeatist propaganda of the unilateral nuclear disarmers whose activities include the dissemination of Soviet propaganda.

.S. M

MOSCOU - 9 OCTOBRE 1944

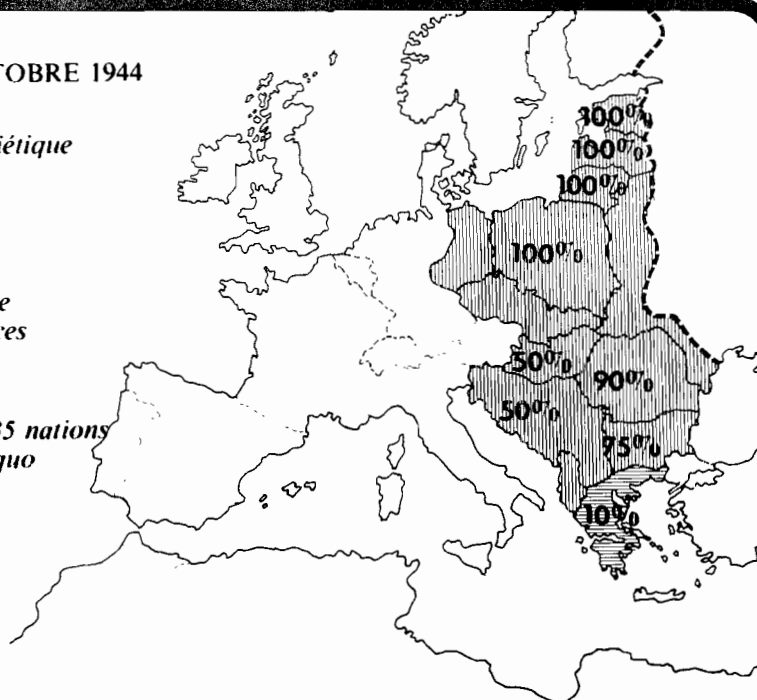
*Churchill
cède à l'Union soviétique
l'Europe de l'Est*

YALTA - 1945

*Confirmation du
partage de l'Europe
en zones d'influences*

HELSINKI - 1975

*La conférence de 35 nations
reconnait le statu quo
créé à Yalta*



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

Bulletin Européen

<i>Manlio Contri: Vent force zéro</i>	1
<i>Erwin Sennhauser: L'union et le renouveau de l'Europe</i>	5
<i>Pietro Gerbore: L'esprit Europe</i>	9
<i>Roberto Cestelli: Enquête sur la femme européenne</i>	11
<i>Stewart Menaul: The danger of unilateral disarmament</i>	17

Bulletin Européen

Rivista mensile - Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo (70%)
Edizioni Nagard Srl-Foro Traiano 1/A, Roma - Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direzione e Redazione:
Foro Traiano 1/A, Roma - telefoni: (06)679.77.85/678.09.48 - Registrazione Tribunale Roma n. 16966 del
15.10.1977 (già n. 1861 del 15.2.1951) - «Centrostampa Nagard» Milano, Via Larga 11